

ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Pénurie de médecins à Somain Question écrite n° 13897

Texte de la question

M. Matthieu Marchio appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la prévention sur la question du non-remplacement des médecins libéraux après leur départ à la retraite ou suite à leur décès, comme cela vient d'arriver sur sa circonscription dans la ville de Somain. Beaucoup de Français sont confrontés à la pénurie de médecins qui touche actuellement la France ; cela prend forme notamment par des délais interminables pour obtenir des rendez-vous ou par des refus de nouveaux patients de la part de trop nombreux médecins, bien qu'on puisse les comprendre. La pénurie ne va pas cesser dans les années qui arrivent en raison du vieillissement de la population médicale et des difficultés auxquelles sont confrontés les médecins libéraux pour trouver un remplaçant lors de leur départ. Il y a trop peu de médecins formés en France. Les chiffres de l'Union régionale des professionnels de santé sont éloquents : alors que 46 % des médecins libéraux ont plus de 60 ans, plus de 85 % des interrogés déclarent ne pas penser trouver de successeur à leur départ. Il n'y a plus que douze généralistes à Somain et il en faudrait le double pour s'occuper correctement de la population de son territoire. Cette situation met en péril le système de santé et présage d'innombrables difficultés pour l'ensemble des Français à se soigner. Il souhaite donc savoir quelles mesures vont être mises en place pour enfin anticiper les nombreux départs en retraites de médecins libéraux qui, évidemment, ne vont cesser de se multiplier.

Données clés

Auteur: M. Matthieu Marchio

Circonscription: Nord (16^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 13897

Rubrique: Médecine

Ministère interrogé : Santé et prévention Ministère attributaire : <u>Santé et prévention</u>

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 19 décembre 2023, page 11414

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)